

Est-ce que ma glace va fondre plus vite si la planète se réchauffe ?

BELGIQUE

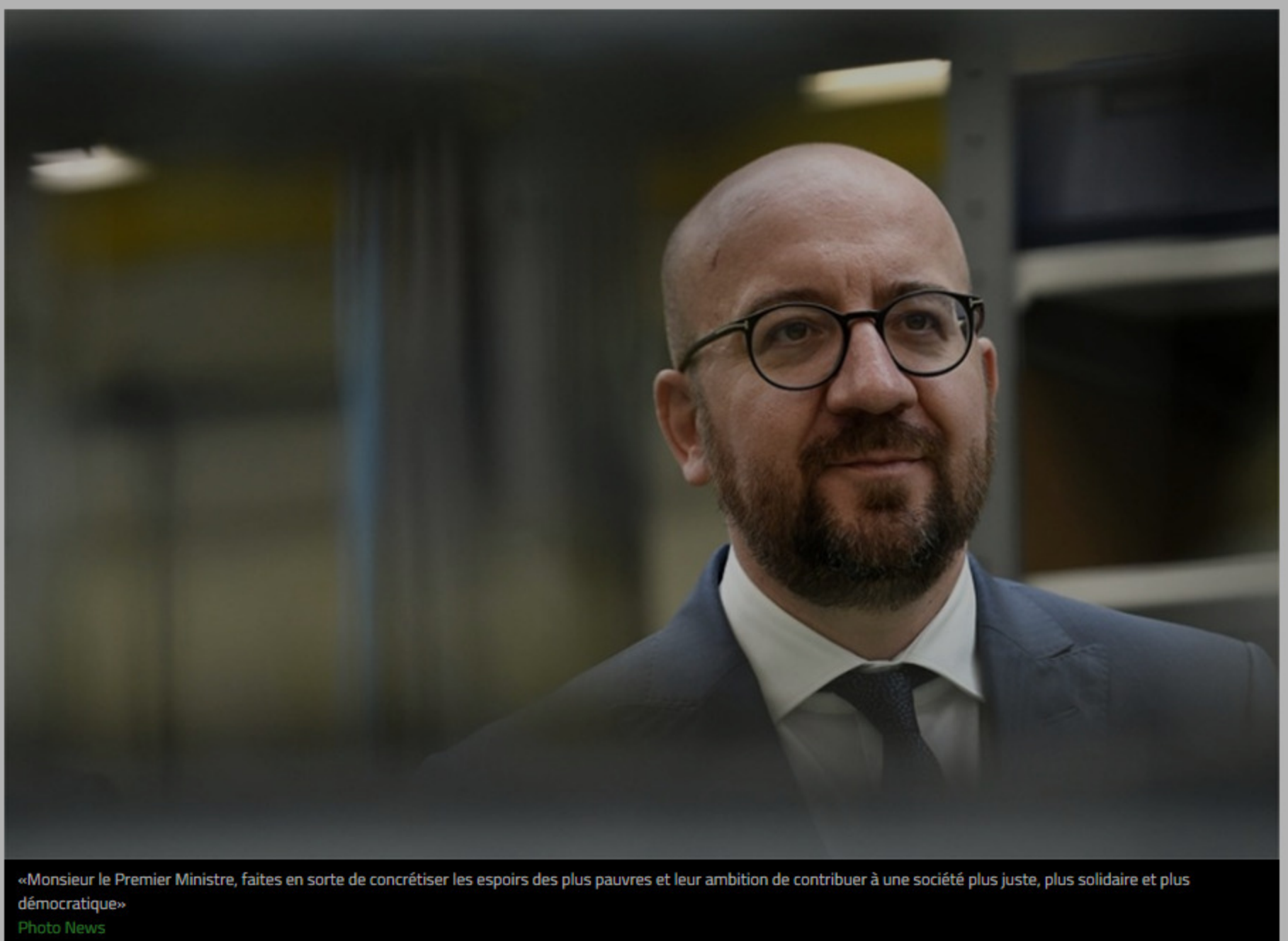
L'associatif interpelle le politique pour une société «plus juste, plus solidaire et plus démocratique»

Home > Belgique - Hier à 11:23 - Belga

Partager



16 partages



«Monsieur le Premier Ministre, faites en sorte de concrétiser les espoirs des plus pauvres et leur ambition de contribuer à une société plus juste, plus solidaire et plus démocratique»

Photo News

Une trentaine d'organisations en lutte contre la pauvreté se fendent mercredi d'une lettre ouverte à l'attention du Premier ministre Charles Michel, des vice-Premier ministres et des ministres-présidents des entités fédérées.

Les signataires de la lettre ouverte enjoignent aux différents exécutifs du pays de considérer les personnes en situation de pauvreté comme des citoyens à part entière.

Parmi les signataires figurent notamment ATD Quart Monde, la FGTB, la CSC, la Ligue des Familles ou encore le Réseau belge de lutte contre la pauvreté.

Ceux-ci rappellent que le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale a publié cette année son neuvième rapport bisannuel sur la thématique «Citoyenneté et Pauvreté», auquel les signataires ont participé. Ils y rappellent que les nouvelles formes de participations citoyennes sont actuellement au cœur des préoccupations des démocraties. Le Premier ministre lui-même avait cité Nelson Mandela pour présenter les ambitions du gouvernement en la matière, soulignent-ils: «Vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. Il s'agit de protéger les droits humains fondamentaux, le droit de vivre dans la dignité.»

Ces associations demandent aujourd'hui aux différents gouvernements de faire de leur rapport «un outil de travail à tous les niveaux de pouvoir pour concrétiser les espoirs des plus pauvres et leur ambition de contribuer à une société plus juste, plus solidaire et plus démocratique».

L'ambition des auteurs du rapport n'est pas de demander des mesures spécifiques pour une population particulière, mais «de pousser notre société vers l'avant, à partir des plus exclus, pour garantir à tous l'accès effectif aux droits fondamentaux et à la citoyenneté».

